



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

construction

Question au Gouvernement n° 2343

Texte de la question

SITUATION DU LOGEMENT

M. le président. La parole est à M. Jacques Lamblin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jacques Lamblin. Ma question s'adresse au Premier ministre. Jeudi dernier, les chiffres sont tombés, implacables. Hors travaux sur bâtiments existants, il a été produit en France 268 000 logements neufs au cours des douze derniers mois. Rapporté au nombre d'habitants, ce chiffre consternant est le plus mauvais jamais constaté depuis l'Occupation. (*« Merci Duflot ! » sur les bancs du groupe UMP.*)

Bravo ! Pris à la gorge, 60 000 chômeurs et des dizaines de milliers d'artisans vous disent merci ! (*« Merci Cécile ! » sur les bancs du groupe UMP.*)

Ce résultat affligeant était prévisible. Il est le fruit amer de la funeste loi Duflot qui a découragé les investisseurs pour longtemps. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*) Il est aussi le fruit des attaques fiscales féroces que subissent les classes moyennes depuis deux ans. Aujourd'hui, beaucoup n'ont plus les moyens d'investir.

M. Jean Lassalle. C'est vrai !

M. Jacques Lamblin. Hélas, vous ne tirez aucune leçon de ce terrible constat ; vous vous apprêtez même à récidiver.

Sourd à toutes les mises en garde, vous vous proposez de diminuer de façon extravagante les moyens financiers accordés aux communes. Les conséquences de cette initiative sont écrites à l'avance : chute de l'investissement, baisse de l'activité, licenciements, dépôts de bilan, chômage.

En d'autres termes, après avoir consacré les années 2013 et 2014 à mettre à genoux le secteur du bâtiment, vous et vos amis semblez bien décidés à enchaîner en 2015 et en 2016 en asphyxiant le secteur des travaux publics !

M. Guy Geoffroy. Bravo !

M. Jacques Lamblin. Monsieur le Premier ministre, ma question est simple mais grave : pensez-vous vraiment que les Français vont supporter tout cela pendant encore deux ans ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le député, je constate avec beaucoup d'intérêt que sur cette question, le débat se poursuit – et je saisis cette occasion pour saluer les nombreux maires présents aujourd'hui dans les tribunes de l'hémicycle.

M. Christian Jacob. Il y en a aussi dans l'hémicycle !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Permettez-moi, monsieur le député, de rappeler qu'en 2012, votre candidat à l'élection présidentielle, M. Nicolas Sarkozy, (« *Toujours le passé !* » sur les bancs du groupe UMP), proposait de baisser immédiatement de 10 milliards les dotations aux collectivités locales. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Yves Censi. Et alors ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. En écoutant l'un des candidats au congrès de l'UMP...

M. Olivier Marleix. Répondez à la question !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...et en remarquant qu'il reprend exactement les mêmes discours et les mêmes propositions, je me dis qu'au fond, lorsque vous faites des propositions visant à réduire de 150 milliards la dépense publique, il y en a bien davantage pour les collectivités territoriales !

M. Claude Goasguen. Il fallait dire ce que vous feriez !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Ce n'est pas parce que vous êtes dans l'opposition que vous devez faire preuve de démagogie. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Claude Goasguen et M. Yves Censi. Vous avez menti !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Tous les maires de France doivent savoir que vous proposez des coupes dans les dépenses publiques, notamment celles des collectivités territoriales !

M. Sylvain Berrios. C'est faux !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Quant à nous, nous réalisons une économie de 50 milliards sur trois ans, dont un effort de 11 milliards demandé aux collectivités territoriales, tout en prévoyant des mesures de péréquation qui garantissent la solidarité...

M. Christophe Priou. Tu parles !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...dans le souci de répondre aux attentes des élus ruraux. Voilà la politique que nous menons ! Vous, vous êtes dans la démagogie et, en plus, vous trompez les Français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Céleste Lett. C'est Hollande qui a trompé les Français !

Données clés

Auteur : [M. Jacques Lamblin](#)

Circonscription : Meurthe-et-Moselle (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2343

Rubrique : Logement

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [26 novembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [26 novembre 2014](#)